



ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS

N°2025-1106-000

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**« Prestations intellectuelles pour la réalisation d'expérimentations
basées sur l'utilisation de technologies d'Intelligence Artificielle en
Pays de la Loire (EDIH DIVA) »**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

Le 15 décembre 2025 à 12 Heures

Table des matières

1.	Objet et champ d'application de l'Accord-Cadre	4
1.1.	Présentation du contexte	4
1.2.	Objet de l'Accord-Cadre	4
2.	Allotissement et durée de l'Accord-Cadre	8
2.1	Allotissement de l'Accord-Cadre	8
2.2	Montant et durée d'exécution de l'Accord-Cadre	8
3.	Nature et forme de l'Accord-Cadre	9
3.1.	Accord-cadre à marchés subséquents	9
3.2.	Type de consultations	9
3.3.	Modalités d'exécution de l'Accord-Cadre	9
3.4.	Responsabilité et engagement des prestataires	10
3.5.	Pièces contractuelles de l'Accord-Cadre	10
4.	Conditions d'exécution des prestations	10
4.1.	Généralités	10
4.2.	Liste des Intervenants	10
4.3.	Modalités générales d'exécution de l'Accord-Cadre	11
4.4.	CCTP : Périmètre de la prestation POC IA DIVA	12
4.5.	Désignation de sous-traitants	12
4.6.	Engagements du Prestataire	12
4.7.	Suivi et contrôle de l'exécution	13
4.8.	Évaluation du Prestataire	14
4.9.	Délais d'exécution des marchés subséquents	14
4.10.	Livrables et validation des prestations	15
5.	Obligations des Parties	17
5.1.	Obligations du Prestataire	17
5.2.	Obligations du Pouvoir adjudicateur (GIP Atlanpole)	19
5.3.	Responsabilité et sanctions en cas de violation	20
6.	Modalités financières	21
6.1.	Détermination, forme et contenu des prix des prestations	21
6.2.	Modalités de variation des prix	21
6.3.	Clause de réexamen	22
6.4.	Modalités de paiement	22
6.4.1	Délai de paiement	22

6.4.2	Facturation	22
7.	Garantie et responsabilité	24
7.1.	Garanties apportées par le Prestataire	24
7.2.	Responsabilité et obligation de moyens	24
7.3.	Assurance	25
8.	Résiliation et sanctions	26
8.1	Résiliation de l'Accord-Cadre	26
8.2	Résiliation du marché subséquent.....	26
8.3	Résiliation pour cas de force majeure	27
8.4	Sanctions applicables en cas de manquement	27
8.4.1	Pénalités en cas de manquement.....	27
8.4.2	Pénalités pour violation des obligations de confidentialité.....	28
8.4.3	Mise en demeure et exécution aux frais du Prestataire	29
8.5	Procédure de résiliation de l'Accord-Cadre	29
8.5.1	Exécution aux frais et risques	30
9.	Dispositions finales	30
9.1	Intégralité de l'Accord-Cadre.....	30
9.2	Modifications et avenants	30
9.3	Cession et sous-traitance	30
9.4	Propriété intellectuelle.....	30
9.5	Référencement et communication	31
9.6	Loi applicable et règlement des litiges	31
9.7	Entrée en vigueur et durée	31
9.8	Dérogation au CCAG-PI.....	31

1. Objet et champ d'application de l'Accord-Cadre

1.1. Présentation du contexte

L'EDIH DIVA a été déployé depuis le 1er novembre 2022 sur le territoire régional des Pays de la Loire. L'EDIH DIVA est cofinancé par la Commission Européenne dans le cadre de l'appel à projet EDIH du programme Digital Europe jusqu'en 2029 et soutenu par la Région des Pays de la Loire dans le cadre de sa politique en faveur du numérique.

Le dispositif est actuellement piloté par le GIP Atlanpole, et regroupe 10 structures issues de l'écosystème ligérien : le pôle de compétitivité EMC2, la CCI Régionale, Solutions & Co, Laval Mayenne Technopole, Le Mans Innovation, Angers Technopole, le pôle de compétitivité Images et Réseaux, Capacités, Nantes Université et ADN Ouest.

L'EDIH DIVA vise à renforcer l'adoption des technologies numériques Data & IA par les professionnels, en ciblant plus particulièrement son offre de services aux TPE, PME, ETI de la région des Pays de la Loire.

L'EDIH DIVA a trois (3) missions principales :

1. Sensibiliser les entreprises à l'usage des données et des outils de l'IA.
2. Qualifier les problématiques data/Intelligence Artificielle et le besoin des entreprises de valorisation de leurs données, pour leur proposer un plan d'actions pour leur transformation numérique.
3. Accompagner la mise en place de leur transformation numérique basée sur l'exploitation des données et/ou de l'IA (POC, Formation, AMOA, Conduite du changement, ...)

Pour plus d'information : se référer au site internet EDIH DIVA : <https://www.edih-diva.eu/>

1.2. Objet de l'Accord-Cadre

Le présent accord-cadre à marchés subséquents a pour objectif de permettre au GIP Atlanpole, agissant en tant que pouvoir adjudicateur, de sélectionner des Entreprises de Services Numériques (ESN) pour la réalisation de prestations d'expérimentation (POC) basées sur l'utilisation de technologies et outils d'intelligence artificielle (IA).

L'objectif de la prestation POC IA DIVA est d'apporter aux PME de la Région des Pays de la Loire, des moyens d'expertise pour paramétrer, tester des algorithmes d'IA en conditions expérimentales avant de passer à une échelle industrielle.

On entend par PME :

- Les micro-entreprises : < 10 salariés et chiffre d'affaires annuel <= 2 millions d'euros, ou bilan <= 2 millions d'euros
- Les petites entreprises : 10 à 49 salariés, > 2 à 10 millions d'euros de CA ou 2 à 10 millions d'euros de bilan
- Les entreprises moyennes : 50 à 249 salariés, > 10 à 50 millions d'euros de CA ou 10 à 43 millions d'euros de bilan

Les prestations seront réalisées sur-mesure selon les besoins, spécificités des activités et du secteur des entreprises pour proposer la solution IA la plus pertinente. Les secteurs d'activité concernés sont nombreux :

- L'industrie manufacturière
- La santé
- L'énergie,
- L'agriculture et l'agroalimentaire
- La mobilité
- Le tourisme
- Le numérique
- Le bâtiment et immobilier
- Le commerce et l'artisanat

Les problématiques adressées peuvent être transversales à ces secteurs (commerciales, RH, finances, relation prospects & clients, marketing) ou spécifiques (gestion des stocks, maintenance préventive et prédictive, optimisation de la consommation énergétique, des entrants, de l'eau, ...)

Les prestations seront réalisées sous la forme de preuves de concept permettant aux PME de valider la faisabilité technique et financière (ROI) de la solution IA proposée, avant de passer en phase d'industrialisation).

Sur la base d'un cahier des charges délivré par Atlanpole à l'occasion du lancement de chaque marché subséquent, ces prestations auront pour périmètre :

1. L'expérimentation d'algorithmes d'Intelligence Artificielle.
2. L'évaluation technique et financière des résultats de l'expérimentation (mesure de performance, évaluation du ROI).
3. La rédaction d'un livrable détaillant les spécifications techniques de la solution, les paramétrages réalisés, les préconisations pour la phase d'industrialisation.

Sont exclues du présent accord-cadre, et ne seront donc pas exigées des prestataires sélectionnés, la réalisation des prestations suivantes :

- L'**industrialisation** ou la mise en production du POC,
- La **généralisation** ou le déploiement à grande échelle,
- La conception ou le développement de l'**UX design et interfaces logicielles**,
- La **maintenance**, l'assistance technique ou le support opérationnel post-livraison.

La prestation concerne des solutions développées sur-mesure via l'utilisation d'algorithmes de machine learning, deep learning, de traitement du langage naturel, computer vision, assistants virtuels, IA génératives. Cette liste est non exhaustive. En effet, compte tenu du caractère très évolutif de ces technologies, nous ne pouvons pas toutes les lister. Les prestations ne concernent pas uniquement le périmètre des Intelligences Artificielles Génératives.

Le présent Accord-Cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés subséquents portant sur la réalisation de prestations relevant du secteur des Entreprises de Services Numériques (ESN). Les candidats devront démontrer :

- Leur maîtrise et leurs expériences dans le développement de solutions d'IA sur mesure adaptées aux besoins métiers des entreprises, y compris le travail amont de préparation des données.
- Leur maîtrise des technologies d'Intelligence Artificielle : Machine Learning et apprentissage supervisé / non supervisé, Large et Small Language Models (LLM/SLM) et traitement du langage naturel, Computer Vision et analyse d'images, IA Agentique. Cette liste est non-exhaustive.
- Leur capacité à constituer une équipe compétente et experte.

1.2.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Atlanpole, qui agit également en tant qu'intermédiaire transparent pour le compte des TPE/PME ligériennes, bénéficiaires finales du POC IA DIVA.

Rôles du GIP ATLANPOLE :

- Gestion administrative et financière de l'Accord-Cadre.
- Organisation des processus de mise en concurrence pour les prestations commandées (passation de marchés subséquents).
- Contractualisation des prestations et services avec les entreprises bénéficiaires.
- Gestion de la facturation des prestations exécutées.
- Suivi des prestations fournies, en veillant au respect des exigences contractuelles et à la satisfaction des bénéficiaires.

POUVOIR ADJUDICATEUR	ATLANPOLE – Groupement d'Intérêt Public Château de la Chantrerie – 95, route de Gachet 44307 - NANTES
Représentant légal du pouvoir adjudicateur	Monsieur le Directeur Général d'ATLANPOLE, Jean-François BALDUCCHI
Ordonnateur	Monsieur le Directeur Général d'ATLANPOLE, Jean-François BALDUCCHI

1.2.2 Identification et engagement du prestataire titulaire de l'Accord-Cadre

(CETTE PARTIE EST A COMPLETER PAR LE CANDIDAT)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché mentionnées à l'article 3.5 du présent CCAP et conformément à leurs clauses,

Personne habilitée à engager la société candidate à l'appel d'offre :

Nom Prénom :

.....

Coordonnées (numéro de téléphone et adresse email) :

.....

.....

ENGAGE la société :

Nom commercial et la dénomination sociale du candidat :

.....

Adresses de l'établissement et du siège social (si elle est différente de celle de l'établissement) :

.....

.....

Contacts (Adresse électronique, numéros de téléphone) :

.....

Numéro SIRET :

Sur la base de l'offre présentée dans le mémoire technique et ses annexes, à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après qui constituent l'offre.

Pour un montant de :

N° du lot	Intitulé du lot	Tarification
1	Prestation d'expérimentation de POC IA DIVA	1 026 000 TTC € maximum si le candidat est titulaire de tous les marchés subséquents

ET AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie d'assurance:

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de quatre mois à compter de la date de remise de l'offre.

1.2.3 Acte d'engagement du titulaire

Le présent document peut faire l'objet d'une signature électronique.

Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

2. Allotissement et durée de l'Accord-Cadre

2.1 Allotissement de l'Accord-Cadre

En application des articles L.2123-10 et 11 et R.2113-1 du CCP, le marché est non-alloti.

L'allotissement par nature ou par répartition géographique n'est pas possible, pour les raisons suivantes, en application de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique :

- La mise en œuvre d'une expérimentation destinée à répondre à la problématique d'une PME est imposée par l'impossibilité de satisfaire à son besoin par des solutions techniques dites « sur étagère ». Différentes technologies d'IA peuvent être utilisées pour répondre au besoin de l'entreprise bénéficiaire.
- De plus, la répartition géographique des entreprises bénéficiaires des POC IA DIVA n'est pas connue avec précision. Une répartition par lot géographique par département, risquerait de créer des déséquilibres financiers entre lots (certains fortement dotés, d'autres très faiblement),

Le recours au marché non alloti s'explique donc en considération des raisons techniques et géographiques, rendant impossible la dévolution séparée des prestations intellectuelles à des opérateurs distincts, pour la réalisation de preuves d'expérimentation basées sur l'Intelligence Artificielle auprès des entreprises bénéficiaires.

2.2 Montant et durée d'exécution de l'Accord-Cadre

En application de l'article R.2162-4 du CCP, l'Accord-Cadre est conclu sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents, sans montant minimum, et avec un montant maximum fixé à 1 026 000,00€ TTC sur l'ensemble de la durée d'exécution du marché, tel que précisé dans l'acte d'engagement.

L'Accord-Cadre est conclu pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de notification. L'Accord-Cadre aura pour terme le 30/07/2027 inclus.

Le délai de validité du contrat commence à courir à compter de l'envoi du courrier de notification du contrat au(x) titulaire(s) du lot.

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au présent marché à l'expiration de la première année d'exécution, sans droit d'indemnité.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si le montant maximum n'est pas atteint.

Renouvellement et reconduction :

- Aucune reconduction tacite n'est prévue.
- À l'issue de la durée initiale, une nouvelle procédure de mise en concurrence pourra être engagée par le GIP Atlanpole en fonction des besoins et évolutions technologiques de l'Accord-Cadre.

Cet Accord-Cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés « marchés subséquents ». Ces derniers prendront la forme de lettres de consultation.

La durée maximale de chaque prestation faisant l'objet d'un marché subséquent est de trois (3) mois. Le montant maximal de la prestation ne pourra excéder 38 000€ TTC (soit 31 666,67€ HT).

3. Nature et forme de l'Accord-Cadre

3.1. Accord-cadre à marchés subséquents

L'Accord-Cadre est multi-attributaire en application de l'article R.2162-11 du code de la commande publique. L'Accord-Cadre est donc passé avec plusieurs prestataires titulaires du marché, garantissant ainsi :

- Une diversité d'expertises.
- Une meilleure réactivité face aux besoins des entreprises bénéficiaires.
- Une flexibilité dans l'exécution des prestations.

Le nombre maximal d'attributaires de l'Accord-Cadre est limité à 10 (dix) prestataires, sous réserve d'avoir reçu un nombre suffisant d'offres, qui seront remises en concurrence en application de l'article R2162-10 du CCP.

3.2. Type de consultations

La procédure retenue est la procédure d'appel d'offres ouvert suivant les dispositions des articles R.2124-1 et R.2161-2 à R.2161-5 du CCP.

La valeur totale du marché est estimée à 1 026 000€ TTC (un million vingt-six mille euros), en conséquence de quoi le marché public prend la forme d'une procédure formalisée en application des articles L. 2124-1 et R2124-1 du Code de la Commande Publique.

3.3. Modalités d'exécution de l'Accord-Cadre

3.3.1. Lieu d'exécution

Le ou les prestataires du lot devront être en mesure d'exécuter les prestations décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) sur l'ensemble de la Région Pays de la Loire.

3.3.2. Nomenclature communautaire

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

79411100-9 : services de conseil en développement des entreprises.

La consultation est passée dans le cadre de son soutien financier par l'Union Européenne au titre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), dans le cadre de l'opération « Soutien à l'expérimentation par les PME des outils et technologies de l'Intelligence Artificielle (POC IA DIVA) ».

3.4. Responsabilité et engagement des prestataires

Chaque prestataires s'engage à :

- Respecter les conditions contractuelles définies dans l'Accord-Cadre.
- Fournir des prestations conformes aux exigences techniques et opérationnelles de l'Accord-Cadre.
- Participer aux mises en concurrence organisées par le GIP Atlanpole.
- Assurer un haut niveau de qualité et de performance dans l'exécution des prestations attribuées et des livrables remis.

3.5. Pièces contractuelles de l'Accord-Cadre

Les pièces contractuelles qui régissent l'exécution du présent Accord-Cadre sont, par ordre de priorité décroissant en cas de contradiction :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) pris par arrêté du 30 mars 2021 (documents disponibles sur le site internet : <https://www.legifrance.gouv.fr/>).

L'ensemble de ces documents constitue le cadre contractuel entre le GIP Atlanpole et les prestataires titulaires de l'Accord-Cadre, définissant leurs obligations respectives ainsi que les conditions d'exécution et de règlement des prestations.

4. Conditions d'exécution des prestations

4.1. Généralités

Les prestations fournies dans le cadre du présent Accord-Cadre doivent être exécutées conformément aux prescriptions techniques et aux exigences définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP cf. Article 4.4 du présent CCAP).

L'exécution des prestations s'effectue sous le contrôle et la supervision du GIP Atlanpole, en sa qualité de pouvoir adjudicateur, et implique une interaction constante avec les entreprises bénéficiaires.

4.2. Liste des Intervenants

- Pouvoir adjudicateur, ci-après dénommé « GIP Atlanpole ».
- Conseiller DIVA : collaborateur du GIP Atlanpole qui réalise le suivi de l'entreprise bénéficiaire tout au long de la prestation. Il est en lien avec l'Entreprise Bénéficiaire (voir ci-dessous) et le Prestataire. Ensemble, ils valident le plan d'implémentation à mettre en œuvre et assurent le bon déroulement de la prestation.
- Gestionnaire DIVA : collaborateur du GIP Atlanpole, en charge de la gestion des aspects administratifs et financiers liés à la prestation POC IA DIVA. Le gestionnaire DIVA est l'interlocuteur privilégié du prestataire en ce qui concerne la facturation et les livrables attendus mentionnés à l'article 4.10 du CCAP.

- Prestataire : titulaire du lot du présent contrat, amené à exécuter les prestations définies dans les articles ci-dessous. Il est responsable de la bonne exécution de la prestation ainsi que de son personnel, qui doit permettre de couvrir entièrement le champ des compétences requises.
- Entreprise Bénéficiaire : représentée par un ou plusieurs collaborateurs et bénéficie de la prestation du présent contrat POC IA DIVA.

4.3. Modalités générales d'exécution de l'Accord-Cadre

En cours d'exécution du contrat, le ou les prestataires titulaires de l'Accord-Cadre seront remis en concurrence, en application de l'article R2162-10 CCP.

Pour chaque marché subséquent, le GIP Atlanpole consultera par écrit les titulaires de l'Accord-Cadre au moyen d'une lettre de consultation via la plateforme dématérialisée Marchés-sécurisés.fr.

Chaque prestataire, titulaire retenu au stade de l'Accord-Cadre, est alors remis en concurrence par le GIP Atlanpole à travers une lettre de consultation, qui présente :

- L'entreprise bénéficiaire de la prestation ;
- Les objectifs attendus de la prestation et les problématiques à résoudre ;
- Les données exploitables pour la réalisation de la prestation ;
- L'infrastructure technique de l'entreprise bénéficiaire ;
- Les contraintes à prendre en compte pour la réalisation de la prestation (notamment pour l'intégration ultérieure dans le système d'information de l'entreprise, sécurité, planning...) ;
- Les KPI et ROI envisagés ;
- La date de la réunion de lancement marquant le démarrage de la prestation.

La prestation :

- Sera délivrée à une entreprise (PME) bénéficiaire implantée dans la région Pays de la Loire ;
- Sera réalisée en collaboration avec l'équipe métier de l'Entreprise Bénéficiaire ;
- Donnera lieu à la production de livrables définis à l'article 4.10 soumis à la validation du Conseiller DIVA.

A l'issue de l'attribution du marché subséquent au titulaire retenu, un contrat tripartite sera signé entre le GIP Atlanpole, le Prestataire et l'Entreprise Bénéficiaire, détaillant les modalités de réalisation de la prestation, les livrables attendus ainsi que les modalités financières et de paiement de la prestation.

4.4. CCTP : Périmètre de la prestation POC IA DIVA

La prestation POC IA DIVA concerne le développement de solutions d'IA sur-mesure : choix des technologies IA (algorithmes) permettant de répondre aux besoins exprimés, paramétrages des algorithmes et réalisation des tests afin d'optimiser les performances des modèles en fonction des besoins métiers spécifiques, avec des ajustements précis en matière de configuration et d'architecture (fine-tuning, spécialisation par RAG, etc.)

La prestation intégrera la préparation des données (structuration, mise en place de la collecte des données nécessaires à l'expérimentation) et leur implémentation dans un environnement de test.

Le prestataire mettra également en œuvre des outils et indicateurs de mesure de la performance de la solution IA, en rapport avec le besoin exprimé par l'entreprise.

Le prestataire rédigera la documentation et les préconisations pour la phase ultérieure d'industrialisation (qui ne fait pas l'objet du dispositif).

La prestation ne concerne pas la gestion et l'exploitation des modèles IA en production.

4.5. Désignation de sous-traitants

Le prestataire s'engage à ce que l'ensemble des membres de l'équipe intervenant sur la prestation, y compris les éventuels sous-traitants, soient présents lors de la réunion de lancement et la réunion finale de la prestation.

Si cela est préalablement convenu entre le GIP Atlanpole, le Prestataire et l'Entreprise Bénéficiaire, la participation à la réunion intermédiaire de l'équipe intervenant sur la prestation, y compris les éventuels sous-traitants, peut se tenir par visioconférence.

Ne pourront en aucun cas être sous-traitées les tâches suivantes, jugées essentielles dans le cadre de la prestation en application de l'article L.2193-3 du CCP, qui devront donc être exécutées directement par le prestataire :

- Choix des algorithmes d'IA
- Paramétrages des algorithmes et réalisation des tests

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans un projet d'acte spécial, le DC4, dans les conditions des articles R.2193-1 et suivants du CCP.

4.6. Engagements du Prestataire

Les prestataires qui seront titulaires de l'Accord-Cadre, s'engagent à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Ils devront également être en mesure de fournir tous les 6 mois le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), délivré par l'administration fiscale.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du prestataire. Ainsi ATLANPOLE pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du prestataire.

Les prestataires, titulaires de l'Accord-Cadre, doivent également :

- Garantir la disponibilité et la réactivité nécessaire pour répondre aux éventuelles interrogations des entreprises bénéficiaires durant la prestation.
- Respecter les délais et niveaux de service définis dans les lettres de consultation.
- Fournir des livrables conformes aux attentes et aux engagements pris.
- Assurer une documentation complète sur l'ensemble des prestations réalisées.
- Mettre en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires pour garantir la réussite de chaque mission.
- Respecter les obligations de confidentialité et de sécurité de toutes les informations, données et documents fournis par les entreprises bénéficiaires, notamment en matière de protection des données et de conformité réglementaire.

Les informations confidentielles incluent, mais ne se limitent pas aux données techniques et commerciales, aux spécifications des projets, aux échanges stratégiques et opérationnels.

4.7. Suivi et contrôle de l'exécution

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par :

- Le Prestataire, titulaire de l'Accord-Cadre, qui réalise un reporting détaillé et assure la bonne réalisation de la prestation POC IA DIVA.
- L'Entreprise bénéficiaire, qui valide la conformité des prestations réalisées.
- Le GIP Atlanpole, qui contrôle le bon déroulement des prestations et veille au respect des engagements contractuels.

L'ensemble des intervenants s'engage à signaler toute difficulté éventuelle lors du déroulement de la prestation.

Afin d'assurer un suivi régulier de la réalisation de la prestation, chaque prestation devra obligatoirement comporter au minimum les trois (3) réunions suivantes :

- **La réunion de lancement**, qui se tiendra en présentiel dans les locaux de l'Entreprise Bénéficiaire ou dans ceux du GIP Atlanpole. Cette étape est réalisée en présence du Prestataire, de l'Entreprise Bénéficiaire et du Conseiller DIVA. Elle marque le début opérationnel et contractuel de la prestation. Son objectif consiste à cadrer la prestation et abouti à l'élaboration du plan d'implémentation de la prestation POC IA DIVA.
- **Les réunions de suivi, dont la réunion intermédiaire** obligatoire à mi-parcours. Durant la prestation, plusieurs réunions de suivi sont organisées aux étapes clés de la prestation. Le nombre et la planification de ces réunions seront définis lors de la réunion de lancement. Une des réunions de suivi constituera la réunion intermédiaire d'avancement. Cette réunion est le point de déclenchement du paiement intermédiaire du Prestataire. Elle sera positionnée durant le second mois de la prestation. Ces réunions servent notamment à faire le point sur l'avancement de la prestation, à valider les points techniques, la performance opérationnelle du

prototype. Ces points d'étapes pourront prendre la forme de réunions entre l'Entreprise Bénéficiaire, Le Prestataire et le Conseiller DIVA.

- **La réunion de fin de prestation**, en présentiel dans les locaux de l'entreprise bénéficiaire ou dans ceux du GIP Atlanpole. A la fin de la prestation, le Prestataire, l'Entreprise Bénéficiaire et le Conseiller DIVA se réunissent pour une réunion de clôture. Le Prestataire présente le bilan de son travail en effectuant une présentation des tâches réalisées, le démonstrateur, les indicateurs permettant de déterminer si l'expérimentation a atteint les objectifs fixés lors de l'atelier de lancement. Le prestataire présente également les préconisations techniques pour passer à la phase d'industrialisation. A l'issue de cette présentation, l'Entreprise Bénéficiaire signe le document de recettage marquant la fin de la prestation.

Lors des trois temps prévus, le Prestataire doit assurer la présence physique de l'ensemble de l'équipe décrite dans son offre.

Si cela est préalablement convenu entre le GIP Atlanpole, le Prestataire et l'Entreprise Bénéficiaire, la participation à la réunion intermédiaire de l'équipe intervenant sur la prestation, peut se tenir par visioconférence.

À l'issue de chacune des trois réunions prévues, le prestataire remettra un livrable, dont le contenu est précisé au paragraphe 4.10 du présent document.

En cas de manquement avéré du prestataire, des mesures correctives peuvent être demandées et des pénalités peuvent être appliquées selon les modalités définies à l'article 8.4 du présent CCAP.

4.8. Évaluation du Prestataire

Une évaluation de la réalisation de la prestation sera effectuée à la fin de la prestation à travers un questionnaire de satisfaction, rempli par le responsable du POC IA DIVA au sein de l'Entreprise Bénéficiaire.

Le GIP Atlanpole prendra connaissance des évaluations mentionnées ci-dessus.

Conformément à l'article 8.4 du CCAP, en cas de manquements du Prestataire à ses obligations contractuelles lors de la mise en œuvre du POC — notamment en cas de défaut d'exécution partielle ou totale des prestations — et malgré les rappels effectués par Atlanpole, des pénalités pourront être appliquées.

En cas de persistance des manquements ou si ceux-ci sont constatés à l'issue de la prestation, le GIP Atlanpole se réserve le droit de mettre fin à l'acte d'engagement qui le lie avec le Prestataire, conformément aux dispositions de l'article 8.1 et 8.2 du présent CCAP.

Le modèle de questionnaire d'évaluation est disponible en annexe 4 du Règlement de Consultation.

4.9. Délais d'exécution des marchés subséquents

La prestation POC IA DIVA est conclue pour une durée de trois (3) mois calendaires, à compter de la date de la réunion de lancement, qui marque le démarrage effectif de la prestation. Cette date sera précisée dans la lettre de consultation et le contrat POC IA DIVA.

Par dérogation, la durée contractuelle pourra être suspendue durant les périodes de congés usuels en France, à savoir :

- Deux (2) semaines au titre des congés de fin d'année,
- Quatre (4) semaines au titre des congés estivaux.

Ces périodes de suspension ne sont pas incluses dans la durée contractuelle de trois (3) mois et entraîneront, de plein droit, un report équivalent de la date de fin de prestation.

En cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, le Prestataire sera mis en demeure de remédier au manquement dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la réception de ladite mise en demeure. À défaut de régularisation dans ce délai, des pénalités pourront être appliquées, conformément aux dispositions de l'article 8.4 du CCAP.

En cas de force majeure, la partie concernée s'engage à en informer immédiatement les autres parties. Les parties s'engagent à déterminer dans les meilleurs délais, une solution appropriée pour la poursuite, l'adaptation ou, le cas échéant, la suspension temporaire de la prestation, dans le respect des obligations contractuelles. La modification du terme de la prestation fera alors l'objet de la conclusion d'un avenant.

4.10. Livrables et validation des prestations

Chaque prestation POC IA DIVA donne lieu à l'établissement par le Prestataire, à l'issue de chacune des trois réunions prévues, des livrables formalisés suivants :

- Le plan d'implémentation du POC IA DIVA, à l'issue de la réunion de lancement
- Le rapport intermédiaire, à l'issue de la réunion intermédiaire
- Le rapport final, à l'issue de la réunion finale de recettage de la prestation

Le formalisme et le contenu des livrables est précisé ci-dessous.

La conformité des livrables est évaluée par le Conseiller DIVA. En cas de non-conformité aux exigences de l'Accord-Cadre, le Prestataire sera tenu de procéder aux corrections nécessaires dans un délai de 5 jours ouvrés et ce sans surcoût.

Chaque livrable établi pour chaque prestation sera signé par les trois Parties en capacité d'engager la responsabilité de leur structure (Prestataire, Entreprise Bénéficiaire et Atlanpole) et valent acceptation par le bénéficiaire.

4.10.1 Plan d'implémentation du POC IA DIVA

Ce document est édité par le Prestataire à l'issue de la réunion de lancement de la prestation. Il se compose d'une :

1. Synthèse de la vision d'ensemble de la situation de l'entreprise et d'une reformulation de son besoin ;
2. Description du POC IA DIVA expliquant les éléments techniques de l'expérimentation, les objectifs opérationnels et les indicateurs de mesure de performance ;
3. Présentation du déroulement de la prestation du POC IA DIVA et d'un calendrier en y intégrant notamment le nombre de réunions de mesures de la performance. Les indicateurs de mesure et de performance serviront au recettage de la prestation ;
4. Les risques et points de vigilances identifiés

5. L'équipe mobilisée, les rôles des intervenants y compris l'implication attendue par l'équipe de l'entreprise bénéficiaire de la prestation
6. Une méthode pour mesurer le retour sur investissement économique (ROI) de la solution en vue de sa mise en production par l'entreprise bénéficiaire.

4.10.2 Le rapport intermédiaire

Ce document est édité par le Prestataire à l'issue de la réunion intermédiaire de la prestation. Il se compose a minima des éléments suivants :

- Point sur l'avancement de la prestation : liste détaillée et argumentée des actions réalisées et celles qui restent à faire
- État des ressources consommées et disponibles pour la suite de la prestation
- Liste des risques et points de vigilances actualisée
- Décisions de réorientation ou de priorisation des actions si nécessaire.
- Retroplanning actualisé de la réalisation de la prestation

4.10.3 Le rapport final de prestation

Présenté par le Prestataire lors de la réunion de clôture, ce document contient :

- Une synthèse détaillée des actions réalisées durant la prestation POC IA DIVA, les tests réalisés, non aboutis ou non réalisés avec les justifications associées,
- Une présentation détaillée de la solution technique utilisée
- Une présentation des résultats obtenus et un bilan qualitatif de l'expérimentation en s'appuyant sur les indicateurs de performance validés lors de la réunion d'implémentation
- Les préconisations pour la phase d'industrialisation
- La documentation technique de la solution utilisée lors de l'expérimentation : type d'algorithme utilisé, détails du paramétrage, données d'entrées, etc....

5. Obligations des Parties

L'exécution de l'Accord-Cadre implique des engagements mutuels entre les différentes Parties prenantes : le GIP Atlanpole, les Prestataires et les Entreprises Bénéficiaires. Cet article définit les obligations respectives afin d'assurer le bon déroulement des prestations et le respect des engagements contractuels.

5.1. Obligations du Prestataire

5.1.1 Obligations générales du Prestataire

Les Titulaires, en tant que prestataires retenus dans le cadre de l'Accord-Cadre, s'engagent à respecter l'ensemble des obligations suivantes :

- Respecter strictement les engagements contractuels, notamment les dispositions du CCAP, du CCTP en cohérence avec l'offre financière remise.
- Exécuter les prestations conformément aux règles de l'art et en vigueur dans leur domaine d'expertise.
- Respecter les dates et délais d'exécution définis dans chaque lettre de consultation. En cas de difficulté, le Prestataire doit immédiatement informer le GIP Atlanpole et proposer des solutions de remédiation.
- Assurer un niveau de service optimal en garantissant :
 - La disponibilité et la réactivité des équipes
 - La conformité des prestations aux attentes du Bénéficiaire
 - La mise en œuvre des moyens humains et techniques adaptés
- Garantir la sécurité et la confidentialité des données manipulées dans le cadre des prestations, en appliquant les mesures de protection adéquates.
- Fournir des livrables complets et conformes aux exigences du GIP Atlanpole, notamment des rapports, documentations techniques et tout autre élément contractuellement prévu.
- Collaborer étroitement avec le GIP Atlanpole et les Entreprises Bénéficiaires pour assurer la bonne mise en œuvre des prestations et répondre aux éventuelles demandes d'ajustement.
- Organiser les réunions de suivi et mettre en œuvre les recommandations formulées si nécessaire.
- Respecter les obligations réglementaires et déontologiques, notamment en matière de protection des données personnelles.
- Informer le GIP Atlanpole de toute modification majeure impactant leur capacité à exécuter les prestations (évolution technologique, changement de structure, difficulté financière, etc.).

5.1.2 Obligation de confidentialité du prestataire et de protection des données personnelles

Le 25 mai 2018, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD) est entré en application.

Ce règlement, à l'instar de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, est applicable aux contrats de la commande publique dès lors que ces derniers comprennent une prestation mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel.

Constitue une donnée à caractère personnel (article 4.1 du RGPD) « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée dans le RGPD « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

Un traitement est, quant à lui, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » (article 4.2 du RGPD).

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-Cadre, le prestataire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel.

Les Parties s'engagent à ne divulguer aucune information confidentielle échangée dans le cadre du présent Accord-Cadre, sauf en cas d'obligation légale ou réglementaire.

A ce titre, le Prestataire s'engage notamment à respecter le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles « Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD » en application depuis le 25 mai 2018.

Le prestataire reconnaît que toutes les informations, données, documents, et données à caractère personnel (collectivement désignées comme "les Informations Confidentielles") auxquelles il aura accès dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre ou de tout marché subséquent sont couvertes par le secret professionnel.

Les Informations Confidentielles ne peuvent être utilisées par le prestataire que dans le but de l'exécution de l'Accord-Cadre, de tout marché subséquent, et des prestations qui en découlent. Le prestataire ne peut en aucun cas les utiliser à des fins personnelles, commerciales, ou promotionnelles.

Le Prestataire s'engage à ne divulguer les Informations Confidentielles qu'aux employés ou tiers qui ont besoin d'en avoir connaissance pour l'exécution de leurs missions dans le cadre de l'Accord-Cadre ou de tout marché subséquent. Ces tiers doivent être soumis à des obligations de confidentialité similaires.

Le Prestataire s'engage notamment à ne pas mentionner le nom ou toute autre information relative à l'Entreprise Bénéficiaire, ou au GIP Atlanpole, dans ses références commerciales, documents ou articles promotionnels ou autre, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de ladite Entreprise Bénéficiaire et/ou du GIP Atlanpole.

En particulier, il s'engage à :

- Ne pas utiliser les données auxquelles il a accès à des fins autres que celles spécifiées au contrat,
- Ne pas divulguer ces données à des personnes non autorisées à en connaître,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces données,
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour assurer la protection des données et informations sensibles auxquelles il pourrait avoir accès,
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de cinq (5) années après l'expiration de l'Accord-Cadre pour quelque cause que ce soit.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG-PI, le non-respect de cette obligation entraîne la résiliation immédiate, sans préavis et sans indemnité, de l'Accord-Cadre passé avec le prestataire concerné et l'application des pénalités prévues à l'article 8.4.2 du CCAP.

Les pénalités prévues à l'article 8.4.2 du CCAP pourront également s'appliquer en cas de dérogation au respect du délai de cinq (5) ans après l'expiration de l'Accord-Cadre.

5.2. Obligations du Pouvoir adjudicateur (GIP Atlanpole)

Le GIP Atlanpole, en sa qualité de pouvoir adjudicateur, assume un rôle central dans la gestion et la supervision de l'Accord-Cadre. À ce titre, il s'engage à :

- Mettre en œuvre la procédure de passation de l'Accord-Cadre dans le respect des règles de la commande publique et garantir un cadre contractuel transparent.
- Gérer la mise en concurrence des Prestataires. Dans ce cas, le GIP Atlanpole :
 - Recueille et analyse les propositions des Prestataires concernés
 - Sélectionne l'offre la plus pertinente au regard des critères définis
 - Notifie le marché subséquent au candidat retenu et informe les autres Prestataires,
 - Sur réception des trois (3) factures du Prestataire, règle pour le compte de l'entreprise bénéficiaire la prestation POC IA DIVA
- Assurer la gestion administrative et financière de l'Accord-Cadre, notamment en :
 - Vérifiant la conformité des prestations avant validation des livrables
 - Organisant le suivi des engagements contractuels des prestataires
 - Validant et déclenchant les paiements après validation des livrables

- Assurer la coordination et la communication avec les prestataires et les entreprises bénéficiaires pour garantir une exécution fluide et efficace de l'Accord-Cadre.
- Intervenir en cas de litige ou de non-respect des obligations, en engageant si nécessaire des actions correctives et/ou des sanctions contractuelles.

5.3. Responsabilité et sanctions en cas de violation

En cas de non-respect des obligations contractuelles par l'une des Parties, plusieurs mesures peuvent être mises en œuvre :

- Pour les prestataires :
 - Demande de correction ou d'ajustement des prestations
 - Application de pénalités financières (Cf. Article 8.4 CCAP)
 - Suspension ou résiliation de l'Accord-Cadre en cas de manquement grave ou répété (Cf. Article 8.1 et 8.2 du CCAP)
- Pour le GIP Atlanpole :
 - Obligation de mise en conformité en cas de manquement aux règles de la commande publique
 - Engagement à assurer une transparence totale dans la gestion de l'Accord-Cadre

6. Modalités financières

Cet article définit les règles financières applicables dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre, notamment les conditions de tarification, de facturation, de paiement ainsi que les pénalités en cas de non-respect des engagements contractuels.

6.1. Détermination, forme et contenu des prix des prestations

Les prix des prestations sont des prix forfaitaires établis Hors Taxe (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

En application de l'article 10.1.3 des CCAG/TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents à l'exécution de ladite prestation.

Les Prix indiqués dans l'annexe Bordereau de Prix (BPU) de l'acte d'engagement incluent donc tous les frais liés à l'exécution des prestations, ce qui inclue de manière non exhaustive :

- Les frais généraux, impôts et taxes, marge et bénéfice, ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des prestations demandées nécessaire à l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des frais liés aux déplacements éventuels (frais de transport, frais d'hébergement ou de repas).

L'enveloppe maximale de l'Accord-Cadre est de 1 026 000 € TTC.

Chaque marché subséquent est exécuté dans une enveloppe maximale de 38 000€ TTC. Les prix constitutifs de l'offre, devant être indiqués dans le bordereau de prix (BP) du présent DCE, sont établis Toutes Taxes Comprises (TTC). Le prestataire s'engage à n'accepter aucune rétribution de la part d'un tiers au titre de la mission qui pourrait interférer avec le présent contrat.

6.2. Modalités de variation des prix

Les Taux Journaliers Moyens (TJM) proposés par les candidats devront être exprimés en euros Toutes Taxes Comprises (TTC) établis selon les conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de dépôt des offres.

Les Taux Journaliers Moyens (TJM) seront considérés comme des prix fermes et non révisables pendant toute la durée du marché, conformément à l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

Au stade de l'Accord-Cadre, les candidats devront indiquer dans leur offre financière, les taux journaliers moyens (TJM) applicables aux trois types de profils sollicités dans le cadre du présent marché comprenant les frais généraux, impôts et taxes, marge et bénéfice, ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des prestations demandées nécessaire à l'exécution des prestations (ex : frais de déplacement).

Au stade de l'analyse des offres des marchés subséquents, le montant global du marché subséquent comprend tous les frais liés à l'exécution des prestations, et sera calculé sur la base :

- Des TJM fermes proposés au stade de l'Accord-Cadre multiplié par le nombre de jours d'intervention, variant selon le besoin exprimé à chaque consultation, sans possibilité de révision ni d'indexation.
- Des coûts d'infrastructure liés à l'exécution du POC IA DIVA (ex : coût licences logiciels, hébergement de données de tests, etc.).

6.3. Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications dans les conditions ci-après définies, sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

En cas de modification de la structure interne du Prestataire (telle qu'un changement de dénomination ou de coordonnées bancaires) ou d'évolution capitalistique (notamment mutation, rachat ou fusion, etc.) survenant en cours d'exécution du contrat et entraînant une évolution significative de ses moyens humains ou techniques, le Prestataire en informe sans délai le GIP Atlanpole.

Les parties se concertent alors afin d'examiner les conséquences de cette évolution sur l'exécution du contrat. Si les capacités techniques du Prestataire se révèlent insuffisantes pour poursuivre l'exécution du marché, le GIP Atlanpole pourra prendre les mesures prévues par le présent Accord-cadre, à savoir, le cas échéant, la résiliation totale ou partielle du marché.

6.4. Modalités de paiement

6.4.1 Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) des marchés subséquents, seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes, selon les modalités précisées à l'article 6.4.2 du CCAP.

6.4.2 Facturation

En contrepartie de l'exécution des prestations définies dans le présent document, le GIP Atlanpole s'engage à verser au Prestataire, titulaire du marché subséquent, les sommes dues par virement bancaire.

En complément de l'article 11.4 du CCAG-PI, les factures devront obligatoirement :

- Être établies, en un original, **au nom du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Atlanpole, agissant au nom et pour le compte de l'Entreprise Bénéficiaire XXX** ;
- Être transmises par courriel électronique à l'adresse : guillotin-de-corson@atlanpole.fr ;
- Joindre un RIB à la première facture

- Comporter, outre les mentions légales obligatoires :
 - ✓ Le n° de marché : XXXXXXXX
 - ✓ Le nom de l'entreprise bénéficiaire ;
 - ✓ Les dates d'intervention ;
 - ✓ Le numéro de SIRET (n° 25440183900025 qui identifiera ATLANPOLE) en tant que destinataire de la facture,

Conformément à l'article 11.2 et 11.7.1 du CCAG-PI, le marché donnera lieu à paiements selon les modalités ci-dessous :

	Avancement de la prestation	Documents à transmettre au Gestionnaire DIVA d'ATLANPOLE	
		Facturation	Livrable attendu
1	A l'issue de la réunion de lancement	Facture émise à la signature du plan d'implémentation (25% du montant TTC de la prestation)	Le plan d'implémentation signé par les trois parties en capacité d'engager la responsabilité de leur structure.
2	A l'issue de la réunion intermédiaire	Facture intermédiaire (25% du montant TTC de la prestation)	Le rapport intermédiaire contresigné à l'issue de la réunion intermédiaire par les trois parties en capacité d'engager la responsabilité de leur structure.
3	A l'issue de la réunion finale	Facture de solde (50% du montant TTC de la prestation)	Le rapport final de prestation remis à l'issue de la réunion finale contresigné par les trois parties engageant la responsabilité de leur structure.

6.4.3 Modalités de transmission de la facturation

Le prestataire devra impérativement avoir transmis sa facture à ATLANPOLE par courriel électronique aux adresses suivantes : guillotin-de-corson@atlanpole.fr dans les 30 jours suivant la fin des prestations réceptionnées, sous peine de se voir appliquer une pénalité prévue à l'article 8.4.1 du CCAP.

6.4.4 Vérification et admission de la facturation

Le GIP Atlanpole vérifie l'exécution des prestations avant de procéder au paiement du solde afin de s'assurer de la conformité de l'exécution des missions au regard des attentes du GIP Atlanpole définies dans le CCTP. Les livrables doivent avoir été remis et signés par toutes les parties pour déclencher la mise en paiement des factures. Ce contrôle est assuré par le Gestionnaire DIVA d'ATLANPOLE avant chaque demande de paiement.

Le prestataire s'engage à se soumettre à ces opérations de vérification sur pièces par voie de courriel auprès du Gestionnaire diva d'ATLANPOLE (voir article 4.10 CCAP).

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 27 du C.C.A.G.- PI par le pouvoir adjudicateur.

7. Garantie et responsabilité

7.1. Garanties apportées par le Prestataire

Le Prestataire s'engage, pendant toute la durée de la prestation, à garantir la conformité et la qualité des prestations fournies dans le cadre du présent marché. A ce titre, il doit :

- Assurer sa disponibilité et mobiliser les ressources nécessaires pour réaliser la prestation conformément aux exigences du présent marché formalisées dans la lettre de consultation.
- Mettre en œuvre tous les moyens techniques, intellectuels et humains nécessaires pour assurer le bon déroulement du POC IA DIVA, conformément aux termes de l'Accord-Cadre et aux engagements pris.
- Respecter les normes en vigueur, notamment en termes de protection des données personnelles.
- Respecter le planning prévisionnel des travaux et livrables tel que défini dans le cahier des charges, et à informer immédiatement le GIP Atlanpole et l'entreprise bénéficiaire de tout événement susceptible d'affecter les délais.
- Garantir l'indemnisation du GIP Atlanpole en cas de retard ou de toute inexécution partielle ou totale de ses obligations.

7.2. Responsabilité et obligation de moyens

7.2.1 Responsabilités du prestataire

Le prestataire est pleinement responsable :

- De la bonne exécution des prestations et de leur adéquation aux besoins exprimés.
- De ses sous-traitants et partenaires éventuels, qu'il engage sous sa seule responsabilité, sans que le GIP Atlanpole puisse être tenu responsable des manquements de ces derniers.

En cas de litige, les parties conviennent que tous les documents établis dans le cadre de la prestation, y compris le mémoire technique et le plan d'implémentation, pourront servir de preuve pour déterminer si le prestataire a effectivement déployé les moyens suffisants et nécessaires pour assurer la bonne exécution du POC IA DIVA, en accord avec son obligation de moyens.

En cas de manquement à ses obligations, le GIP Atlanpole pourra mettre en demeure le prestataire de corriger les défaillances constatées sous un délai raisonnable. A défaut de régularisation, des pénalités encadrées par l'article 8.4 du CCAP pourront être engagées.

7.2.2 Responsabilités du GIP Atlanpole

Le GIP Atlanpole intervient en tant qu'intermédiaire entre le Prestataire et l'Entreprise Bénéficiaire, et s'engage à :

- Assurer le bon suivi des prestations et veiller à leur conformité avec les engagements contractuels.
- Vérifier la bonne exécution des prestations avant d'engager les paiements.
- Coordonner les opérations de mise en concurrence et de passation de commande.

Le GIP Atlanpole ne saurait être tenu responsable :

- Des obligations d'exécution incombant exclusivement aux prestataires.
- Des préjudices causés à l'entreprise bénéficiaire du fait d'un manquement du prestataire à ses obligations contractuelles.

7.3. Assurance

Le prestataire doit souscrire à ses frais une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages susceptibles de survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre.

A ce titre, il s'engage formellement à fournir une attestation d'assurance à jour à la signature de l'Accord-Cadre et avertir GIP Atlanpole de tout changement d'assureur ou de police, en cours de contrat, pour quelque motif que ce soit, afin de lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

Le prestataire devra, à chaque reconduction de son contrat d'assurance, fournir au pouvoir adjudicateur, un exemplaire de ce document dans les dix jours.

Sauf cas de faute lourde commise par le pouvoir adjudicateur, le prestataire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'exécution du contrat peuvent survenir dans les locaux et dépendances mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à ses biens, soit à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, le prestataire renonce à tout recours contre le GIP Atlanpole, ses assureurs et l'Etat.

Le prestataire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, à l'occasion et au cours de l'exécution du contrat, quelles qu'en soient les victimes.

8. Résiliation et sanctions

8.1 Résiliation de l'Accord-Cadre

Sans préjudice des stipulations des articles 47 et suivants du CCAG/TIC, et conformément aux dispositions des articles L. 2195-1 du code de la commande publique, l'Accord-Cadre est résilié aux torts exclusifs du Titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 sont inexacts, ou lorsque le Titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 ou D8254-2 à D.8254-5, R 1263-12 du code du travail.

En complément de l'article 32.1 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur pourra résilier l'Accord-Cadre dans l'un des cas énumérés ci-dessous :

- En cas de non-conformité du Prestataire lorsque des évaluations par le dirigeant de l'entreprise et/ou le Conseiller DIVA fait ressortir des manquements du prestataire à ses obligations contractuelles, notamment une insuffisance d'expertise avérée.
- En cas d'absence de réponse à un minimum de quatre (4) lettres de consultation consécutives pendant la durée du marché.
- En cas de cessation d'activité du prestataire.

La résiliation de l'Accord-Cadre est alors prononcée par le Pouvoir adjudicateur, sans que le Prestataire, titulaire de l'Accord-Cadre, puisse prétendre à indemnité.

Le Pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du CCAG/TIC.

La résiliation de l'Accord-Cadre, pour le prestataire, entraîne la résiliation des marchés subséquents pris sur son fondement et en cours d'exécution, à moins que le GIP Atlanpole n'en dispose autrement dans sa décision de résiliation.

Par ailleurs, en cas de non-respect des exigences en matière de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 8.4.2 du CCAP, le GIP Atlanpole peut résilier l'Accord-Cadre pour faute du prestataire avec mise en demeure, ou sans mise en demeure par dérogation à l'article 50 du CCAG/TIC.

Le GIP Atlanpole peut résilier, l'Accord-Cadre à tout moment, pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du prestataire par dérogation à l'article 51 du CCAG/TIC. La notification de cette décision au prestataire intervient dans un délai minimum de 15 jours avant sa date de prise d'effet.

8.2 Résiliation du marché subséquent

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché subséquent dans l'un des cas énumérés ci-dessous :

- En cas de non-conformité de l'exécution de la prestation à la lettre de consultation et aux dispositions du présent CCAP,
- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 8.4.2 du présent CCAP

Le pouvoir adjudicateur résiliera le marché subséquent dans l'un des cas énumérés ci-dessous :

- En cas de cessation d'activité du prestataire
- En cas de non-fourniture des attestations visées à l'article 4.6 du présent CCAP

La résiliation d'un marché subséquent n'entraîne pas obligatoirement la résiliation de l'Accord-Cadre, mais l'attribution du marché subséquent au candidat arrivé second dans le classement établi dans le PV d'analyse.

A ce titre, des pénalités destinées à couvrir les coûts engagés pour l'organisation d'une nouvelle procédure de mise en concurrence pourront être appliquées au Prestataire en défaut. Ces pénalités sont indépendantes de tous autres droits ou recours que le Pouvoir adjudicateur pourrait exercer à l'encontre du Prestataire en raison de ses manquements.

8.3 Résiliation pour cas de force majeure

En cas de force majeure (catastrophe naturelle, crise sanitaire, etc.), une suspension temporaire des engagements financiers peut être décidée, sous réserve d'un accord entre toutes les Parties.

Aucune des Parties ne pourra être tenue responsable en cas de non-exécution de ses obligations résultant d'un événement de force majeure, tel que défini par l'article 1218 du Code civil.

La Partie invoquant la force majeure devra notifier l'autre Partie dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la survenance de l'événement et fournir tous justificatifs nécessaires. Si la situation persiste au-delà d'une durée de soixante (60) jours, les Parties pourront convenir d'une modification des obligations ou d'une résiliation de l'Accord-Cadre sans indemnité.

8.4 Sanctions applicables en cas de manquement

En cas de manquement du Titulaire aux obligations de l'Accord-Cadre, le GIP Atlanpole pourra appliquer des pénalités.

8.4.1 Pénalités en cas de manquement

En cas de manquement du Prestataire à ses obligations contractuelles, des pénalités pourront être appliquées par le GIP Atlanpole de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Prestataire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du GIP Atlanpole de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'Accord-Cadre aux frais et risques du prestataire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Ces pénalités concernent :

- **Le défaut d'information** par le prestataire, dans un délai de quarante-huit (48) heures, d'un fait susceptible de retarder l'exécution de la prestation.
- **Les retards d'exécution** par rapport aux délais contractuels ou au planning convenu.
- **L'inexécution partielle ou totale d'une prestation**, sans justification valable.

Le défaut d'information d'un fait susceptible de retarder l'exécution de la prestation :

- 1% du montant TTC de la prestation concernée par jour de retard, plafonnée à 20% du montant total de la prestation. Exemple : un Prestataire ayant laissé s'écouler un délai de 4 jours ouvré après le délai de quarante-huit (48) heures, avant d'informer Atlanpole d'un fait susceptible de retarder la mise en place du POC IA d'un montant de 38 000 € TTC.

La pénalité sera de : $(38\,000\text{ €} \times 1\% \times 4\text{ jours}) = 1\,520\text{ €}$.

Retard dans la livraison d'une prestation POC IA :

- 1% du montant TTC de la prestation concernée par jour de retard, plafonnée à 20% du montant total de la prestation. Exemple : une prestation POC IA d'un montant de 38 000 € TTC livrée avec 10 jours de retard.

La pénalité sera de : $(38\,000\text{ €} \times 1\% \times 15\text{ jours}) = 5\,700\text{ €}$.

Non-exécution totale d'une prestation POC IA sans justification valable :

- 15% du montant TTC de la prestation non réalisée. Exemple : Un livrable n'est pas fourni et/ou un POC pour 38 000 € TTC est annulé sans justification.

La pénalité sera de : $(38\,000\text{ €} \times 10\%) = 3\,800\text{ €}$.

8.4.2 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité

En cas de violation de l'obligation de confidentialité énoncée à l'article 5.1.2 du CCAP, le prestataire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des règles de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données personnelles : application d'une pénalité égale à 10% du montant exécuté de l'Accord-Cadre à la date de constatation du fait générateur et ce pour chaque fait générateur ;

Ex : À la date de constatation du manquement aux règles de protection des informations confidentielles (hors données personnelles), le Prestataire a facturé à Atlanpole un montant total de 50 000 € au titre de deux marchés subséquents.

La pénalité est calculée comme suit :

$50\,000\text{ €} \times 0,5\% = 250\text{ €}$.

- En cas de non-respect des règles de protection des informations confidentielles impliquant des données personnelles : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'Accord-Cadre à la date de constatation du fait générateur et ce pour chaque fait générateur.

Ex : À la date de constatation du manquement aux règles de protection des informations confidentielles (impliquant des données personnelles), le Prestataire a facturé à Atlanpole un montant total de 50 000 € au titre de deux marchés subséquents.

La pénalité est calculée comme suit :

$80\,000\text{ €} \times 2\% = 1\,600\text{ €}.$

- En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative et la résiliation de l'Accord-Cadre peut être prononcée aux torts du prestataire, titulaire de l'Accord-Cadre.

En outre, le montant des pénalités applicables sont indépendantes des éventuelles sanctions judiciaires ou administratives pour le prestataire pourrait faire l'objet du fait d'une violation de sécurité ou de confidentialité.

8.4.3 Mise en demeure et exécution aux frais du Prestataire

En cas de manquement grave, le GIP Atlanpole pourra adresser au Prestataire une mise en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai maximal de 10 jours calendaires.

Si, à l'issue de ce délai, le prestataire ne s'est pas exécuté, ou dans l'hypothèse où le prestataire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus à l'Accord-Cadre, le GIP Atlanpole pourra résilier le marché pour inexécution et, le cas échéant :

- Attribuer le marché au candidat suivant dans le classement initial du marché subséquent, à condition que son offre demeure conforme et valide.
- Facturer au prestataire les surcoûts engendrés par son manquement.

8.5 Procédure de résiliation de l'Accord-Cadre

Avant toute résiliation, le GIP Atlanpole s'engage à notifier par écrit au titulaire les manquements constatés, précisant la nature des violations contractuelles, et accordant un délai de dix (10) jours ouvrés pour se conformer aux obligations du marché spécifiées dans le CCAP et le CCTP.

La notification de la mise en demeure sera adressée au Prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse indiquée par le Prestataire ou à toute autre adresse notifiée ultérieurement l'invitant à fournir des explications.

A l'issue de la procédure de mise en demeure, les explications du prestataire jugées insatisfaisantes donneront lieu à l'ouverture d'une procédure de résiliation du marché.

Le GIP Atlanpole peut mettre fin à l'exécution de l'Accord-Cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 47 à 52 du CCAG/TIC.

La résiliation sera prononcée aux torts du prestataire :

- Dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG/TIC ;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R2143-3 et suivants du code de la commande publique ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux modalités susvisés.

A la date de résiliation effective, le prestataire devra transmettre l'ensemble des documents, livrables et données liées à l'exécution de l'Accord-Cadre, sans pouvoir prétendre à une indemnisation.

Par dérogation au chapitre 7 du CCAG-PI : en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, les prestataires n'ont droit à aucune indemnité du fait de la résiliation.

8.5.1 Exécution aux frais et risques

En cas de résiliation de l'Accord-Cadre pour faute du prestataire, le GIP Atlanpole pourra également exiger des dommages et intérêts proportionnés au préjudice subi.

Conformément aux articles 50 et 54 du CCAG/TIC, en cas de résiliation pour faute, le GIP Atlanpole se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le prestataire défaillant.

9. Dispositions finales

9.1 Intégralité de l'Accord-Cadre

Le présent Accord-Cadre, y compris ses annexes, avenants et documents contractuels associés, constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties et remplace toute communication, négociation ou engagement antérieur, écrit ou oral, relatif à son objet.

Aucune disposition non expressément incluse dans le présent Accord-Cadre ne saurait être invoquée par l'une des Parties pour faire valoir un droit ou une obligation supplémentaire.

9.2 Modifications et avenants

Toute modification des termes du présent Accord-Cadre ne pourra être effectuée que par un avenant écrit et signé par les représentants habilités des Parties. Aucun engagement, déclaration ou communication verbale ne pourra modifier les obligations contractuelles.

9.3 Cession et sous-traitance

Le prestataire ne peut céder tout ou partie du présent Accord-Cadre à un tiers sans l'accord préalable et écrit du GIP Atlanpole.

9.4 Propriété intellectuelle

Dans le cadre d'un POC IA DIVA, il est convenu que les résultats sont la propriété exclusive de l'entreprise bénéficiaire (livrables, documents, développements réalisés dans le cadre de la prestation).

En revanche le savoir-faire mis en œuvre par le prestataire pour réaliser le POC IA DIVA reste sa propriété et, en conséquence, toute amélioration de ce savoir-faire demeurera sa propriété.

9.5 Référencement et communication

Le prestataire ne pourra faire mention du présent Accord-Cadre dans ses communications publiques ou commerciales qu'avec l'autorisation expresse et préalable de l'entreprise bénéficiaire et du GIP Atlanpole.

Les prestations POC IA DIVA étant cofinancées par le Fonds Européen de Développement Régional, toute communication relative à l'objet de la prestation devra respecter les recommandations du guide de communication FEDER « GUIDE POUR COMMUNIQUER SUR UN PROJET EUROPEEN 21-27 » présent en Annexe 1 du contrat POC IA DIVA signé à chaque marché subséquent. Ceci comprend l'utilisation obligatoire des logos de l'Union Européenne et de la Région des Pays de la Loire, ainsi que la mention de cofinancement européen.

9.6 Loi applicable et règlement des litiges

Le présent Accord-Cadre est régi par le droit français.

En cas de différend concernant son interprétation ou son exécution, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai de trente (30) jours après notification écrite du litige.

À défaut d'accord, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent de l'Acheteur, sauf dispositions légales contraires.

Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif

6 allée Ile Gloriette BP 24111

44041 Nantes Cedex 1

Tel : 02 40 99 46 00

Courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr

9.7 Entrée en vigueur et durée

Le présent Accord-Cadre entre en vigueur à compter de sa date de signature et reste applicable pour la durée spécifiée dans les conditions particulières ou jusqu'à son échéance anticipée selon les modalités prévues aux modalités précédentes.

9.8 Dérogation au CCAG-PI

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er du CCAG/TIC, il n'est pas établi de liste récapitulative des articles y dérogeant.